

Conseil régional

**Groupe FRONT DE GAUCHE**  
PCF et République & socialisme**COMMISSION PERMANENTE DU 3 JUILLET 2019****Rapport n° CP 2019-306****SOUTIEN À L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET À L'ENTREPRENEURIAT QPV**Modification d'article(s)  / Suppression d'article(s)  / Créations d'article(s) additionnel(s) **Texte de l'amendement :**

L'article suivant est ajouté à la délibération :

« Décide d'agir rapidement, en concertation avec l'État et le département de Seine-et-Marne, pour maintenir l'activité et préserver les emplois du site industriel de la société V&B Fliesen de la Ferté-Gaucher, notamment en étudiant la possibilité de sa reprise en SCOP. »

**Exposé des motifs :****Agir pour préserver le tissu industriel régional et ses emplois**

Les salariés de la société V & B Fliesen (ex-Villeroy & Boch) de La Ferté-Gaucher ont récemment été informés que leur entreprise fermerait ses portes à la fin du mois d'octobre prochain.

Depuis de nombreux mois, les salariés et leurs représentants s'inquiétaient du manque de rentabilité de ce site, lié notamment à la politique industrielle de la direction allemande de V & B Fliesen GmbH et à l'absence d'investissement de la part de l'actionnaire turc Eczacibasi, qui a repris la majorité des parts de la société en 2007. Ces inquiétudes se sont donc malheureusement confirmées.

Faute de repreneur, et si rien n'est fait, cette entreprise qui produit des carreaux de faïence murale cessera donc sa production dans les quatre mois à venir.

Les 113 salariés perdront leur emploi, avec toutes les conséquences sociales que cela implique pour ces derniers, pour leurs proches, et pour l'ensemble du territoire de la Ferté-Gaucher.

Ce serait là une catastrophe économique et sociale de plus pour ce territoire qui a déjà subi récemment la suppression de 240 emplois chez Arjowiggins : nous atteindrions ainsi en quelques mois 1000 suppressions d'emplois, en comptant les emplois induits par ces activités. Ce serait aussi une catastrophe pour tout le département de la Seine-et-Marne, et pour toute l'Ile-de-France. Ceci n'est pas acceptable.

Une solution doit donc être trouvée d'urgence pour sauver l'activité du site, ses emplois et préserver durablement le dynamisme économique du territoire. Du fait de ses compétences en matière de développement économique, la Région doit ici jouer pleinement son rôle.

Les syndicats ont notamment formulé une proposition de reprise d'activité sous la forme d'une SCOP, qui doit retenir l'attention et le soutien des pouvoirs publics.

D'autant plus que l'activité de l'entreprise repose sur un savoir-faire et un produit très marqués par l'identité territoriale, porteuse de débouchés et d'emplois directs et induits : la pâte blanche qu'elle utilise est unique au monde, produite dans les carrières argileuses de Provins, également pourvoyeuses d'emplois.

La Région Ile-de-France ne peut rester inactive, ni se résoudre à cette nouvelle fermeture d'un site industriel régional, qui fait vivre toute une économie locale, auquel sont associés des savoir-faire constitutifs de l'histoire industrielle francilienne, et qui ne peuvent être perdus.

C'est pourquoi il est proposé que la Région agisse rapidement et concrètement, aux côtés de l'État et du Département de Seine-et-Marne afin de trouver une solution pérenne pour préserver ce site, ses emplois et ses savoir-faire.

**Céline MALAISE**